

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Orléans, le

DEPARTEMENT DU LOIRET

Direction Départementale
de l'ÉquipementLE PRÉFET DE LA RÉGION CENTRE
PRÉFET DU LOIRET

U.O.C / P.C. n° 27.620/S

RECOMANDEE AVEC A.R.Affaire suivie par M.PICHENEAUMonsieur PAQUET Jean
Gérant de la S.A.R.L. SETERC
"LE CHEVAL BLANC"
AUTRUY SUR JUINE

45480 OUTARVILLE

Objet : refus de permis de construire
dossier n° 27.620/S -P. J. : 1 arrêté -

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de mes services une demande de permis de construire relative à la transformation du terrain de camping-caravaning "Le Cheval Blanc", sis à AUTRUY SUR JUINE, en parc résidentiel de loisirs : ceci en vue d'y implanter 350 chalets ou maisons mobiles.

Or, le dispositif d'assainissement prévu n'est pas satisfaisant.

En effet, l'épandage des effluents est trop proche du périmètre de protection du captage d'eau alimentant le parc et risque, de ce fait, de le polluer.

La Direction des Affaires Sanitaires et Sociales, que j'ai été amené à consulter lors de l'instruction de ce dossier, m'a d'ailleurs fait connaître qu'un tel épandage ne saurait être autorisé dans un périmètre aussi rapproché du captage et qu'il convenait d'envisager un épandage plus éloigné.

Par ailleurs, la création d'un parc résidentiel de loisirs pouvant avoir des incidences sur la politique touristique départementale, j'ai dû consulter la Commission Départementale de l'Action Touristique au sujet de ce dossier.

Or, cette dernière a demandé que le chiffre de 300 emplacements ne soit pas dépassé.

.../...

Cette situation m'amène à prendre un arrêté de refus de permis de construire dont je vous notifie une ampliation.

Toutefois, je vous précise qu'une nouvelle demande de permis pourra recevoir un avis favorable de ma part dans la mesure où le projet en cause aura été ramené à 300 emplacements et où, en concertation avec la Direction des Affaires Sanitaires et Sociales, un projet d'épandage satisfaisant aura été arrêté.

Veillez agréer, je vous prie, Monsieur, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le Préfet,

Commissaire de la République

DÉPARTEMENT
de
COMMUNE
de

REFUS
de PERMIS DE CONSTRUIRE
JdP/12

Demande de permis de construire formulée le :

Par M. : SARL SEMIC - représentée par M. Jean PAULT
Demeurant à : LE CHEVAL BLANC - AUTRY SUR JUINE - 45400 COURCEVILLE
Agissant en qualité de (1) de la Société (1)
Pour édifier : LES HARMONIES (logements) travaux de transformation d'un terrain
de camping-caravaning, en parc résidentiel de loisirs (autorisation de 350 chalets et unités de logements)
Sur un terrain sis à : LE CHEVAL BLANC - 45 - AUTRY SUR JUINE
Commune 019
Nombre de logements 101360

LE PRÉFET, Considérant de la République de la Région Centre - Commissaire de la République du
Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles - Département du Loiret,
- les livres Ier et IV,
- Les articles R. 111.1 à R. 111.25 relatifs aux règles générales d'utilisation des sols,
- les articles R. 421.1 à R. 421.57 relatifs aux permis de construire,
- l'article R. 25 du code Pénal;

Vu la demande de permis de construire susvisée

Vu l'avis du Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale en date du 15/02/1983
Vu l'avis de l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du Loiret en date du 6/12/1982
Vu l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 22/12/1982
Vu l'avis du Directeur Départemental du Temps Libre de la Jeunesse et des Sports en date du 1/11/1982
Vu l'avis de la Commission Départementale de l'Action Sportive en date du 1/12/1982
Vu l'avis de Maire d'AUTRY SUR JUINE en date du 1/11/1982 et 27/01/1983
Vu l'avis du Directeur Départemental de l'Équipement, - 24/01/1983.

CONSIDÉRANT QUE :

Le diagramme d'assainissement prévu n'est pas satisfaisant, l'épandage des effluents est trop proche du captage d'eau alimentant le parc et risque, de ce fait, de le polluer.

(articles R. 111.8 et suivants du Code de l'Urbanisme).

N. 1112

ARRÊTÉ

Le Préfet,
Commissaire de la République,

Article Unique : Le permis de construire est REFUSÉ pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Lo

Signature

(1) s'il s'agit d'une personne morale

Copie du présent arrêté sera notifiée :

1° - au pétitionnaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal.

2° - au Directeur départemental de l'Équipement.

En outre, copie de l'arrêté est adressée au Maire lorsque celui-ci n'est pas l'auteur de la décision.

S.A.R.L SETERC
Le Cheval Blanc
AUTRUY SUR JUINE
45480 OUTARVILLE

A
AUTRUY SUR JUINE LE 26 FEVRIER 83

39.57.07

Objet: Refus de permis de construire
N° 27.620/S

Affaire suivie par: Mr. PICHENEAU

Monsieur le Préfet de la Région Cent.
Commissaire de la République du Loir
Direction Départementale
de l'Equipement
131, Faubourg Bannier

45000 ORLEANS

Monsieur le Préfet,

Je viens d'entrer en possession du refus de permis de construire
relatif à la demande portant le numéro cité en référence.

J'ai relevé deux griefs essentiels qui ont motivé ce refus:

1) " Le dispositif d'assainissement prévu n'est pas satisfaisant
L'épandage des effluents est trop proche du captage d'eau alimentant le
Parc, et risque de ce fait de le polluer".

Or, et ce dès le 9 Novembre 1978, Monsieur DESPREZ, Géologue
agréé, Membre associé du Conseil départemental d'hygiène, remettait un
rapport à la D.D.A.S.S précisant que la situation de la station proposée,
ainsi que l'emplacement des terrains d'épandage, sont conformes aux
périmètres de protection du forage réalisé pour l'alimentation en eau
potable du Cheval Blanc.

C'est sur les éléments contenus dans ce rapport que le Conseil
d'Hygiène a formulé un avis favorable à la construction de la station
projetée.

Je joins à mon envoi un photostat de la lettre du B.R.G.M
en date du 8 Novembre 1978, ainsi qu'un extrait du procès-verbal du
Conseil d'Hygiène (Séance du 22 Décembre 1978).

J'ajoute que les services concernés ont suivi de très près la
réalisation de l'objectif.

Enfin, comment aurait-on pu m'autoriser à construire cette
station sur un lieu qui aurait pu provoquer la pollution d'un forage destiné
à l'alimentation en eau potable?

2) La Commission Départementale de l'Action touristique a demandé que le chiffre de 300 emplacements ne soit pas dépassé.

C'est exactement le nombre réel d'emplacements créés, bien que le permis ait porté sur 400.

La demande de permis de construire pour 350 comprend les 50 destinés au pur camping caravanning de passage, que nous réservons pour satisfaire précisément à la demande de l'action touristique.

Dès lors, je vous prie de bien vouloir, Monsieur le Préfet, faire procéder à une étude précise de ces deux griefs auxquels j'avoue ne pas pouvoir apporter une motivation.

La situation de notre société face aux problèmes de l'heure risque de souffrir gravement du retard apporté.

C'est donc une demande pressante que je formule, en vous priant de bien vouloir croire, Monsieur le Préfet, à l'expression de ma parfaite considération.

S. L. SETERC
CHEVAL BLANC
RUY-SUR-JUINE
30 OUTANVILLE
(16-38) 39.57.07
R.C. 76 B 48
J 997 947 507 O.C. 16-8510

Le Gérant
Jean PAQUET

Copies à:

Monsieur le Maire d'AUTRUY sur JUINE
Monsieur le Sous-Préfet de PITHIVIERS
Monsieur le Chef de Cabinet de Monsieur le Préfet
Monsieur DESPREZ, Ingénieur en Chef du B.R.G.M

S.A.R.L. SETERC
LE CHEVAL BLANC
AUTRUY-SUR-JUINE
45480 OUTARVILLE
Tél. (16-85) 59 57 07
R.C. 70 648
SIREN 912 012 512 016 9610

AUTRUY SUR JUINE LE 3 MARS 1983

Objet:

Refus de Permis de Construire
dossier N° 27.620 / S

Monsieur le SOUS-PREFET

45300 PITHIVIERS

Monsieur le Préfet,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les documents reçus de la Direction Départementale de l'Equipement, portant refus de Permis de Construire, pour une réalisation déjà en activité et dont le dossier était particulièrement connu de vos deux prédécesseurs.

Il s'agit en fait de savoir si la réalisation peut ou non bénéficier de la qualification de Parc Résidentiel de Loisirs comme le prévoient la législation et les règlements récents, plutôt que celle de Camping-Caravaning.

Il semble apparaître au vu du refus que ce dernier a été prononcé du fait que "l'épandage des effluents de la station d'épuration est proche du captage d'eau alimentant le parc et risque de ce fait, de le polluer

Les documents que je me permets de joindre à mon envoi comprennent notamment, une lettre de Monsieur N. DESPREZ Géologue Agréé, Membre Associé du Conseil Départemental d'Hygiène. Cette lettre a servi de base à la décision du Conseil dont je joins une copie, ainsi que les résultats d'analyse des eaux de Janvier 83.

Je vous suis reconnaissant, Monsieur le Préfet, de bien vouloir m'aider à trouver une solution à ce problème, puisqu'aussi bien les preuves que je fournis sont déjà entre les mains de l'Administration dans le dossier du Permis de construire N° 45/79/31 - 742 S délivré le 19 Février 1979 et signé de Monsieur le Préfet de Région.

Je vous prie de bien vouloir croire, Monsieur le Préfet, à l'expression de ma parfaite considération.

Jean PAQUET



BUREAU DE RECHERCHES GÉOLOGIQUES ET MINIÈRES

ÉTABLISSEMENT PUBLIC A CARACTÈRE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Service Géologique National

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES
SANITAIRES ET SOCIALES
Cité administrative Coligny
131, Faubourg Bannier
45042 ORLEANS CEDEX

N/REF. 78/BDP-0/421

Objet : Caravaning Autruy-Andonville

A l'attention de Madame le Docteur RAYMONDIS

Orléans, le 8 novembre 1978

Monsieur le Directeur départemental,

Suite à votre appel téléphonique du 27 octobre dernier et à un entretien avec M. PAQUET, j'ai reçu le plan de situation de la station proposée pour le camping-caravaning du Cheval Blanc, ainsi que l'emplacement des terrains d'épandage.

D'après ce plan, les installations ne seront pas situées dans le fond du vallon sec de l'amont de la Juine, mais en bordure de celui-ci, entre les cotes NGF 115-110. Cette situation est conforme aux périmètres de protection du nouveau forage réalisé pour l'alimentation en eau potable du Cheval Blanc. Elle n'appelle aucune réserve de ma part.

Par contre, j'insiste sur le fait que la scission, qui s'est produite dans la gestion du camping-caravaning de la Joullière, conduit à une séparation dans l'alimentation en eau potable et que le camping-caravaning de la Joullière est alimenté par des forages qui ne peuvent être protégés.

En conséquence, je pense que l'Administration de la Joullière devrait être mise en demeure de réaliser un forage conforme avec les règles élémentaires d'hygiène, dans les mêmes conditions techniques que le forage réalisé pour le Cheval Blanc.

Restant à votre disposition, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur départemental, l'expression de mes sentiments distingués.

N. DESPREZ
Géologue agréé
Collaborateur principal
Membre associé du
CONSEIL DÉPARTEMENTAL

P.J. plan transmis par M. PAQUET pour être comparé avec
les documents équivalents en votre possession.

DIRECTION des AFFAIRES SANITAIRES
et SOCIALES

ACTIONS SANITAIRES

CITE ADMINISTRATIVE COLIGNY

131, Faubourg Bannier
45042 ORLEANS CEDEX

Tél. : 62.60.64

CONSEIL DEPARTEMENTAL D'HYGIENE

SEANCE DU VENDREDI 22 DECEMBRE 1978

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

10*) AUTRUY S/JUINE - EXAMEN DU PERMIS DE CONSTRUIRE ET AUTORISATION
D'OUVERTURE DU CARAVANING DU CHEVAL BLANC

(M. MARTIN, rapporteur)

Avis favorable est donné à cette affaire sous les
réserves suivantes formulées par le rapporteur :

- la station d'épuration sera clôturée,
- un local de commande sera installé dans l'enceinte
de la station,
- il sera réalisé une capacité d'oxygénation en eau
claire de la station compte-tenu du type nouveau d'aération
et des résultats obtenus par des installations similaires,
- un bassin de lagunage sera installé entre la
station d'épuration et le réseau de drainage souterrain
(lagunage tertiaire à microphytes ou macrophytes avec un
temps de séjour minimum de l'effluent de 15 jours),
- seront contrôlées périodiquement par la D.D.A.S.S.
aux frais de l'exploitant :
- « la qualité de l'eau d'alimentation provenant
du forage particulier du camping-caravaning,
- « la qualité de l'effluent rejeté qui devra
répondre aux normes fixées par la circulaire ministérielle du
10 Juin 1976,
- la station d'épuration sera assistée par le Service
d'Assistance technique aux stations d'épuration,
- les eaux de la piscine ne seront pas déversées
dans la station d'épuration mais pourront être rejetées
dans la lagunage,
- le pétitionnaire devra fournir au rapporteur un
plan technique du réseau d'épandage souterrain tel qu'il
sera réalisé sur le terrain.

Le Président,

29 JAN 1979